CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Cinquantième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 15 – 19 mars 2004

Questions stratégiques et administratives

Finances et administration

ACTIONS SANS FINANCEMENT SUFFISANT OU NECESSITANT
DES FONDS EXTRABUDGETAIRES

1. Dans sa résolution Conf. 12.1 relative aux financement et budget du Secrétariat et des sessions de la Conférence des Parties, la Conférence des Parties "PRIE le Secrétariat d'indiquer au Comité permanent, qui les examinera, les points de l'ordre du jour au sujet desquels une action est demandée par les Parties et les Comités CITES sans financement suffisant ou alors que cette action nécessite des fonds externes".
2. Ci-après sont énumérés (sans ordre particulier) les projets fondés sur des décisions et des résolutions adoptées à la 12^e session de la Conférence des Parties (Santiago, 2002) et les projets en cours qui dépendent de la disponibilité de fonds et nécessitent un apport financier de sources externes.
 - a) Le Secrétariat doit déterminer « si les pays ayant un marché intérieur de l'ivoire (Cameroun, Chine, Djibouti, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Japon, Ouganda, République démocratique du Congo, Nigéria et Thaïlande) ont pris les mesures internes globales, législatives, réglementaires et de lutte contre la fraude, spécifiées dans la résolution Conf. 10.10 (Rev. CoP12) concernant la mise en œuvre du contrôle du commerce intérieur » (décision 12.39). Ce projet nécessite un financement externe pour que des missions puissent être entreprises. Le montant des fonds disponibles déterminera le nombre de missions possibles mais, à titre indicatif, on estime que 40.000 USD seraient nécessaires pour entreprendre au moins quatre missions.
 - b) Une réunion aura lieu dans la région des Caraïbes au sujet des tortues imbriquées « afin de faciliter la collaboration, la planification et l'échange d'informations dans la région, ainsi que la collaboration avec les autres organismes et accords multilatéraux dont le mandat concerne la conservation et la gestion de cette espèce dans les Caraïbes » (décision 12.46). Ce projet requiert un financement externe de 100.000 USD. Un montant de 32.000 USD a déjà été réuni pour cette réunion.
 - c) A sa 49^e session, conformément à la décision 12.17, le Comité permanent a établi un groupe de travail intersessions sur les quotas d'exportation, composé de représentants des six régions CITES. Le Secrétariat demande un financement externe de l'ordre de 65.000 USD pour convoquer une réunion du groupe de travail sur les quotas d'exportation (décision 12.18) avant la date limite du 15 mars 2004.
 - d) Une initiative de renforcement des capacités doit être lancée aux Fidji pour, d'une part, améliorer la mise en œuvre de la Convention et le fondement scientifique des avis

d'exportation non préjudiciable et, d'autre part, fournir un appui direct aux Fidji en collaboration avec les Parties de la région Océanie, les Parties importatrices et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, pour aider ce pays à améliorer la base administrative, juridique et scientifique de sa mise en œuvre de la CITES (décision 12.95). Ce projet requiert un financement externe de 45.000 USD . Un montant de 23.900 USD a déjà été réuni pour ce projet.

- e) Le financement actuellement consenti par la Commission européenne (CE) pour le projet MIKE en Afrique cessera fin avril 2004. La CE a indiqué qu'elle était prête à engager un financement de l'ordre de 10 millions d'euros au poste budgétaire du neuvième Fonds européen de développement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (FED ACP) pour un soutien supplémentaire pendant cinq ans. Le directeur de MIKE collabore avec la CE à faire avancer la préparation et la procédure d'approbation prescrites par la CE. L'étape suivante sera de procéder à une étude de faisabilité, qui permettra de formuler les documents de projet requis, lesquels pourront alors être examinés par la CE. Il est cependant peu probable que ces fonds soient disponibles avant début 2005.

Il est donc nécessaire d'obtenir un financement de soudure pour garantir la continuité de l'exécution de MIKE en Afrique entre avril 2004 et début 2005. On estime à 1 million d'USD le montant nécessaire pour couvrir les activités de formation, de développement et de suivi ainsi que la facilitation de ces activités par le Secrétariat de MIKE. Des propositions ont déjà été soumises à plusieurs pays de l'Union européenne pour leur demander des fonds. Il n'est cependant pas certain qu'elles seront approuvées et il est très possible que le projet MIKE se trouve dans une situation financière précaire.

- f) Après la cinquième session de la Conférence des Parties (Buenos Aires, 1985), le Secrétariat a lancé le projet sur les délégués parrainés afin de demandé à divers gouvernements et organisations une aide financière pour constituer un fonds destiné à fournir à titre anonyme une assistance qui permettrait à toutes les Parties d'être représentées aux sessions de la Conférence des Parties sans qu'elles subissent quelque influence indue. Afin de soutenir la participation à la 13^e session de la Conférence des Parties (CdP13), le Secrétariat vise un montant de 600.000 USD pour garantir aux Parties qui remplissent les conditions requises, le même niveau de soutien qu'en 2002 et de parrainer jusqu'à deux délégués de chacun des pays les moins développés, des autres pays en développement et des pays à économies de transition, conformément à l'orientation donnée par le Comité permanent à sa 46^e session (Genève, mars 2002). La liste des pays pouvant bénéficier de ce soutien dépendra des fonds obtenus et des demandes reçues des pays souhaitant être parrainés. Un montant de 124.000 USD a déjà été réuni pour ce projet.
- g) Un montant de 10.000 USD est requis pour engager un consultant chargé de conduire une étude des mécanismes existants et novateurs permettant de financer la conservation des espèces sauvages ainsi que le renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays à économies de transition « afin de garantir, entre autres, la mise en œuvre de la Convention au niveau national et le commerce international durable des espèces de faune et de flore sauvages » (décision 12.26).
- h) Il est prévu de tenir un atelier de renforcement des capacités pour la région Océanie « afin d'améliorer la mise en œuvre de la Convention dans la région et d'encourager les Etats qui ne sont pas encore Parties à adhérer à la Convention » (décision 12.94). Le Secrétariat demande un financement externe de 15.000 USD pour compléter les fonds initialement alloués à cet atelier dans le budget du fonds d'affectation spéciale (40.000 USD), afin de soutenir la participation d'Etats non-Parties et, s'il y a lieu, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales régionales.

- i) L'organisation d'une réunion régionale pour l'Amérique centrale, du Sud et Caraïbes avant la CdP13 (décision 11.170, Mise en œuvre de la Déclaration de Quito), nécessite un financement externe de 100.000 USD.
 - j) Il a été décidé que le Comité pour les animaux « examinerait et recommanderait des moyens pratiques de distinguer, dans le commerce international, les coraux fossilisés de ceux non fossilisés, et soumettrait un rapport à la 13^e session de la Conférence des Parties » (décision 12.62). Il est nécessaire à cet effet de recourir à une consultation de courte durée dont les frais ne dépasseraient pas 10.000 USD.
 - k) Un projet a été lancé au sujet de l'examen du commerce important d'*Aquilaria malaccensis*. Toutefois, des fonds additionnels sont nécessaires pour pouvoir élargir la portée de ce travail de manière à couvrir d'autres aspects des décisions 12.66 à 12.71 au sujet d'*Aquilaria* spp. et en particulier de traiter l'évaluation de la dynamique du commerce et l'élaboration, à l'intention des Etats des aires de répartition, de méthodes pour la formulation des avis de commerce non préjudiciable. Les fonds additionnels nécessaires se montent à 45.000 USD.
3. La mise en œuvre de plusieurs résolutions formulées lors de sessions précédentes de la Conférence des Parties à l'adresse du Secrétariat ou des comités techniques a des incidences financières. Comme il n'y a pas d'obligation de soumettre un rapport à la prochaine session de la Conférence des Parties et que rien n'indique qu'un travail urgent doive être accompli, l'ampleur du travail, pas plus que les coûts, qu'implique chaque cas, n'a pas été déterminée.